

# DEC 37/2016

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2016-2017

---

---

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale  
le 7 décembre 2016

---

---

Enregistré à la Présidence du Sénat  
le 7 décembre 2016

## TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT.

**Proposition de virement de crédits** n° DEC 37/2016 à l'intérieur de la section III – Commission – du budget général pour l'exercice 2016

E 11689





Conseil de  
l'Union européenne

**Bruxelles, le 29 novembre 2016  
(OR. en)**

**15010/16**

**FIN 832**

**NOTE DE TRANSMISSION**

---

Origine:	Madame Kristalina GEORGIEVA, vice-présidente de la Commission européenne
Date de réception:	29 novembre 2016
Destinataire:	Monsieur Peter KAZIMIR, président du Conseil de l'Union européenne
Objet:	Proposition de virement de crédits n° DEC 37/2016 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2016

---

Les délégations trouveront ci-joint le document DEC 37/2016.

p.j.: DEC 37/2016



# COMMISSION EUROPÉENNE

BRUXELLES, LE 25/11/2016

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2016  
SECTION III - COMMISSION TITRES: 01, 23

## VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 37/2016

---

### ORIGINE DES CRÉDITS

**DU CHAPITRE** - 0103 Affaires économiques et financières internationales

ARTICLE - 01 03 02 Aide macrofinancière

CE

-20 000 000,00

### DESTINATION DES CRÉDITS

**AU CHAPITRE** - 2302 Aide humanitaire, aide alimentaire et préparation aux catastrophes

ARTICLE - 23 02 01 Mise à disposition rapide et efficace d'une aide humanitaire et d'une aide alimentaire en fonction des besoins

CE

20 000 000,00

## I. PRÉLÈVEMENT

### I.1

#### a) Intitulé de la ligne

01 03 02 - Aide macrofinancière

#### b) Données chiffrées à la date du 17/11/2016

	<b>CE</b>
1A Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	79 669 000,00
1B Crédits de l'exercice (AELE)	0,00
2 Virements	-51 500 000,00
3 Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	28 169 000,00
4 Exécution des crédits définitifs de l'exercice	71 085,00
<b>5 Crédits inutilisés/disponibles (3-4)</b>	<b>28 097 915,00</b>
<b>6 Besoins jusqu'à la fin de l'exercice</b>	<b>8 097 915,00</b>
<b>7 Prélèvement proposé</b>	<b>20 000 000,00</b>
8 Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	25,10 %
9 Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 26, par. 1, pt. b), du règlement financier, calculé selon l'article 14 des règles d'application par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

#### c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	<b>CE</b>
1 Crédits disponibles en début d'année	0,00
2 Crédits disponibles à la date du 17/11/2016	0,00
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	n/a

#### d) Justification détaillée du virement

La proposition prévue de la Commission relative à une opération d'assistance macrofinancière (AMF) en faveur de la Moldavie a été retardée et ne sera pas présentée à temps pour permettre son adoption par le législateur en 2016. Cette situation, combinée à l'absence d'autres propositions de dons AMF cette année, signifie qu'un total de 27,8 millions d'EUR en crédits d'engagement peut être mis à disposition aux fins d'un redéploiement. Il s'agit, pour 2016, du dernier montant de crédits d'engagement AMF proposé en vue d'un redéploiement. 51,5 millions d'EUR ont été redéployés précédemment au moyen du virement n° DEC 30/2016, afin de répondre à la crise syrienne. Sur le montant total cité plus haut, une somme de 20 millions d'EUR peut être redéployée au moyen de la présente proposition de virement.

## **II. RENFORCEMENT**

### **II.1**

#### **a) Intitulé de la ligne**

**23 02 01 - Mise à disposition rapide et efficace d'une aide humanitaire et d'une aide alimentaire en fonction des besoins**

#### **b) Données chiffrées à la date du 17/11/2016**

	<b>CE</b>
1A Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	1 061 821 941,00
1B Crédits de l'exercice (AELE)	0,00
2 Virements	175 622 134,00
3 Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	1 237 444 075,00
4 Exécution des crédits définitifs de l'exercice	1 155 727 134,00
<b>5 Crédits inutilisés/disponibles (3-4)</b>	<b>81 716 941,00</b>
<b>6 Besoins jusqu'à la fin de l'exercice</b>	<b>101 716 941,00</b>
<b>7 Renforcement proposé</b>	<b>20 000 000,00</b>
8 Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	1,88 %
9 Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 26, par. 1, pt. b), du règlement financier, calculé selon l'article 14 des règles d'application par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

#### **c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)**

	<b>CE</b>
1 Crédits disponibles en début d'année	306 860,31
2 Crédits disponibles à la date du 17/11/2016	81 882,28
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	73,32 %

#### **d) Justification détaillée du virement**

Après cinq ans de conflit en Syrie, la Jordanie demeure l'un des pays les plus touchés par les déplacements massifs de population: elle accueille plus de 657 000 réfugiés syriens - soit l'équivalent d'environ 10 % de sa population. La Jordanie est aujourd'hui, proportionnellement, le deuxième plus grand pays d'accueil de réfugiés après le Liban.

Malgré le soutien constant apporté au pays par l'UE et les autres donateurs ainsi que la signature d'un pacte entre l'UE et le gouvernement jordanien, la situation humanitaire des réfugiés syriens en Jordanie continue de se détériorer. Le plan de réaction de la Jordanie 2016 nécessite 2,7 milliards d'USD. Il n'a reçu à ce jour que 614 millions d'USD, soit 20,5 % de ses besoins de financement.

Au terme d'une évaluation approfondie des besoins et conformément aux engagements pris par l'UE lors de la conférence de Londres, l'aide supplémentaire de l'UE requise a été estimée à 20 millions d'EUR.

L'ampleur des besoins définis pour cette crise dépasse les montants actuellement disponibles au titre de l'instrument d'aide humanitaire.

Au 1<sup>er</sup> novembre, le taux d'exécution global des crédits d'engagement inscrits au chapitre de l'aide humanitaire s'établissait à 95 % (et à 95 % pour la ligne budgétaire principale 23 02 01, consacrée à l'aide humanitaire et alimentaire). Il s'établissait à 78 % pour les crédits de paiement inscrits au chapitre de l'aide humanitaire et à 78 % pour ceux de la ligne principale 23 02 01. Le solde actuel, de 18 millions d'EUR en crédits d'engagement, de la réserve opérationnelle de l'aide humanitaire est nécessaire pour faire face aux crises et catastrophes naturelles jusqu'à la fin de l'année.

La Commission a également examiné les possibilités de redéploiement à partir d'autres domaines politiques de la rubrique 4. Il est proposé d'utiliser dans le cadre de la présente demande des crédits d'engagement provenant de l'assistance macrofinancière.

Aucun crédit de paiement n'est requis, puisque les montants actuellement disponibles dans le budget de l'aide humanitaire suffiront pour couvrir les paiements nécessaires aux contrats signés en 2016.

La Commission présente par conséquent une demande de redéploiement de 20 millions d'EUR en crédits d'engagement pour répondre à la crise décrite plus haut.

(Pour plus d'informations, voir l'annexe.)

## ANNEX

### SYRIA REGIONAL CRISIS (Jordan)

<b>Key data on funds allocated</b>	
<b>2015</b>	
<b>Total amount committed in previous year for this crisis (Jordan)</b>	<b>EUR 58 000 000</b>
<b>2016</b>	
Amount committed through the current year's initial Humanitarian Implementation Plan (HIP)	EUR 20 000 000
Increases from the: - Emergency Aid Reserve	EUR 33 000 000
<b>Total amount from EU Budget in 2016</b>	<b>EUR 53 000 000</b>
Other EU funding (European Neighbourhood Instrument, Madad Trust Fund etc.)	EUR 118 000 000
Other donors (source Financial Tracking Service (FTS) 14/11/2016)	USD 633 136 970
<b>Total additional needs</b>	<b>EUR 20 000 000</b>

<b>Timing</b>
November/December 2016

<b>Why the additional funding is needed? (What is new?)</b>
<p>After five years of conflict in Syria, Jordan continues to be one of the countries most affected by the mass displacement of people, hosting more than 657 000 Syrian refugees - equivalent to around 10% of its population. Jordan is currently the second largest refugee hosting country in proportionate terms after Lebanon.</p> <p>In mid-2016, Jordan has tightened its border policy leading to a total closure of the borders with Syria after an attack targeting Jordanian Armed Forces took place at a border point in the berm. As result, around 75 000 refugees, mostly women and children, have been stranded there for the past six months without adequate access to humanitarian aid. With the situation in Syria strongly deteriorating and fighting likely to resume in Southern Syria, the situation in the berm is not likely to improve any soon.</p> <p>Despite the continued support from the EU following the London Conference in early 2016 and the signature of a "Compact agreement" between the EU and the Government of Jordan, the humanitarian situation of Syrian refugees in Jordan continues to deteriorate. There are cases of forced return of refugees to camps or to Syria and dismantling of informal tented settlements.</p> <p>The 2016 Jordan Response Plan (JRP) requests USD 2,7 billion. To-date it has received only</p>



USD 614 million, 20,5% of its funding requirement.

The Commission is working with humanitarian partners that are in a position to continue support at the North Eastern border. They have proved to be able to develop flexible strategies in response to the deteriorating humanitarian situation, focusing on the most vulnerable (including unregistered refugees). Whilst a number of principled pre-conditions apply, these partners have prioritized towards using the most dignifying, cost efficient and cost effective solutions for providing aid (cash/voucher modalities, complementarity of programs) and have so far enhanced the geographical and sectorial coordination between stakeholders, as well as the mechanisms for identifying the most vulnerable refugees who are in need of urgent care (accountable referral mechanisms).

The requested funding will allow bringing additional support to bridge the funding gap until 2017 EU humanitarian funding becomes available. It should also allow for a timely response in the berm area. It is in line with the commitments undertaken by the EU at the London Conference and should cover part of the response as described in the Humanitarian Implementation Plan (HIP) 2017 and its technical annexes.

#### **What will it be used for?**

The additional EU funding will allow ensuring timely, adequate and appropriate provision of humanitarian assistance to new arrivals, persons stranded in border areas and refugees living in camps or with hosting communities. The funds will help provide much needed life-saving humanitarian interventions (basic needs, including winterization; health and protection) for the most vulnerable people as defined by the Vulnerability Assessment Framework (VAF). In camps, improved access to health care is urgently needed. Outside the camps, basic needs, health and protection remain in the focus of EU's assistance. Whilst phasing out from water, sanitation and hygiene (WASH) capital investments, the Commission continues to respond to needs to ensure emergency thresholds are met with life-saving, integrated WASH response.